

Juin 2023

L'Europe de la défense, entre désirs et réalités, la fin des illusions

Premièrement, rappelons-nous que la construction européenne s'est établie sur la base d'un traité. La création du Parlement européen était également un objectif qui fut élaboré sans adhésion populaire car l'objectif était d'élire des députés sans légitimer une institution. Les politiques se sont servis bien souvent de l'Union Européenne comme d'un bouc émissaire pour pallier leur insuffisance nationale. Nous retrouvons le paradoxe que l'Europe n'est jamais aussi essentielle qu'aujourd'hui : seulement, nous ne savons pas par où commencer. L'Europe de la défense reste une idée vertueuse qui ne semble pas attirer la volonté populaire ; l'OTAN pourrait être à cet égard l'incubateur de la défense européenne.

De surcroît, la défense de l'Europe incarne par excellence un vouloir être et vouloir vivre en commun sur certain nombre de valeurs. L'Europe de la défense est plutôt perçue comme une assurance pour se défendre que comme une affirmation d'un vouloir être commun.

Ainsi, comment définir l'Europe de la défense aujourd'hui ? Cette idée est apparue il y a une décennie, lorsque l'Europe peinait à développer sa défense : entre la dissolution de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) en 2011 et sa perte d'expérience concrète en gestion de programme d'armement de facto, l'Europe présente de nombreuses lacunes. Malgré des accords tel que l'Helsinki Headline Goal en 1999 visant à accroître le nombre d'unités déployables pour la défense européenne, l'Europe est restée immobile. Elle doit ainsi faire preuve de force et de détermination collectives afin de se défendre en commun pour apporter de la crédibilité à sa défense.

Si l'Europe de la défense semble avoir témoigné ces dernières années de velléités pour exister malgré la présence de l'Otan, reconnaissons que l'OTAN a bénéficié substantiellement de la dynamique d'un certain nombre d'États européens. Soulignons ainsi, qu'au sein de l'OTAN, nous retrouvons deux grands États qui ne sont pas associés à la dynamique de la défense européenne : la Turquie, et désormais la Grande Bretagne.

Le 7 novembre 2019, le président Macron avait souligné que l'OTAN était dans un état de « mort cérébrale ». Le propos pouvait être écouté mais l'affirmation paraît aujourd'hui quelque peu injuste. Alors que l'OTAN semblait avoir été détourné de son but initial, la guerre en Ukraine semble avoir recentré les réflexions sur la tâche primitive de l'organisation : la sauvegarde de la liberté et de la sécurité de tous ses membres.

Reconnaissons que la protection américaine apparaissait comme essentielle face à la menace soviétique, et de plus, elle affranchissait les états européens de leur responsabilité politique et budgétaire. Il est bon de rappeler que les quatre grandes puissances européennes (France, Allemagne, Italie, Espagne), accompagnées de leurs efforts de défense, même s'ils restent faibles selon les Américains, dépensent plus que la Russie, pour paraît-il, des résultats largement moins satisfaisants ; la guerre en Ukraine semble nuancer ceci. Néanmoins, ne négligeons pas le vieux débat « répété et lassant » sur la répartition des charges financières de défense au sein de

l'Organisation masque les faits : les États-Unis ne dévoilent jamais les vrais chiffres sur la part destinée à la défense de l'Europe et la part adressée au développement de leur propre défense.

Raisonnablement, peut-on considérer que les États-Unis puissent au nom de nouveaux intérêts géostratégiques, se désintéresser de l'Europe, alors que la confiance des européens est considérablement et « aveuglement » accordée aux américains ? Intellectuellement, dans l'ère du temps, ceci peut paraître une hypothèse à écouter. N'oublions pas que le berceau de la démocratie, berceau intellectuel initial des États-Unis est en Europe. N'omettons pas non plus par ailleurs que le marché économique européen est l'un des plus matures au monde. Faut-il aussi souligner qu'au nom d'une coopération de défense, les États Unis ont milité pour une standardisation des moyens de défense européens ? Si les Américains ne sont plus présents, quels sont les intérêts de cette standardisation ? Pensons-nous sérieusement que les États-Unis, qui ont un problème majeur avec l'extrême puissance qu'est la Chine, puissent décider de ne pas impliquer l'Europe ? Cette politique consistant à manifester constamment ses velléités de retrait n'est-elle pas une carte politico diplomatique pour soutenir davantage les États-Unis, spécialement à un moment où les pays du golfe se mettent plus en retrait et semblent se tourner vers la Chine ? L'Europe restera toujours une priorité pour les États-Unis.

La Russie reste un acteur mondial significatif. Cependant, constatons que ce pays reste un acteur économique au PIB égal à celui de l'Espagne et que les efforts qu'il est amené à mener pour la guerre en Ukraine sont énormes au niveau de son potentiel économique. Constatons par ailleurs que ses capacités militaires sont nombreuses mais également obsolètes, voire que leur système d'armes les plus sophistiquées étaient pour la plupart à l'état de prototype, et que certains n'ont pas réussi à atteindre leur performance affichée ? Surprenant que cet état-continent a ressenti le besoin de maintenir son effort de guerre en trouvant de nouveaux fournisseurs en Iran, en Corée du Nord...

Le conflit russo-ukrainien a rappelé que le concept de guerre, et de surcroît en Europe, n'était pas une illusion et pouvait redevenir d'une brûlante actualité. Cet exercice de guerre entre puissances est en soi dur et intéressant. Nous assistons à un conflit total : nous ne sommes pas dans le cadre d'une opération extérieure. Le combat se mène entre deux États limitrophes ayant une surface de territoire, des populations, des histoires et une culture communes. Ce qui est en train de se dérouler nous amène à réfléchir sur la façon et la possibilité de refaire une guerre que l'on appelle de manière pudique de « haute intensité » : cela reste une guerre. Cette dernière va s'inscrire dans la durée. La Russie peut perdre ou plutôt, ne peut pas perdre la face ; l'Ukraine avec les États Unis et un certain nombre d'États occidentaux en back office, ne souhaite pas et ne veut pas perdre cette guerre, il en va de sa cohésion. Ce constat qui a sans doute revitalisé un certain nombre d'États européens à réévaluer leurs efforts de défense n'a néanmoins pas redonné une impulsion au concept de défense : les Allemands sont à la recherche de ce qu'ils peuvent et doivent faire, tandis que les pays de l'Europe de l'Est souhaitent une mobilisation et que les pays baltes souhaitent un accroissement des liens de solidarité : est-ce que toutes ces volontés rentrent dans une cohérence ? Reconnaissons que l'Europe, dans sa dimension forte de sécurité repose sur un quadrilatère, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, sachant que dans un cadre élargi et otanesque et malgré son affaiblissement et les efforts développés, l'Europe au sens continental ne pourra pas et ne devra pas exclure la Grande-Bretagne.

La guerre en Ukraine a rappelé la nécessité de posséder des armements acceptables et efficaces à disposition ainsi que de constituer des ententes européennes afin de pouvoir s'imposer sur la scène internationale : un quadrilatère entre la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne doit se mettre en place.

En ce qui concerne le recours à la dissuasion, ce concept devra peut-être être réapprécié. Le temps où la négociation nucléaire s'établissait entre soviétiques et américains est fini. De surcroît, peut-on considérer que l'arme nucléaire avec sa force de destruction et sa capacité émotionnelle puisse être considérée comme une arme d'emploi ? Plus précisément, l'arme atomique dissuadait d'un emploi du nucléaire, voire d'une invasion massive classique. L'Histoire démontre que c'est cette théorie qui s'est appliquée jusqu'à aujourd'hui, en incluant des évolutions, mais pas sur les fondamentaux.

Nous sommes rentrés dans une nouvelle ère, celle de l'intelligence artificielle ; ces techniques qui pourraient permettre à des algorithmes de réagir selon un certain nombre d'éléments codés de traiter efficacement des objectifs désignés. Reconnaissons que les technologies IA ont permis d'accroître l'efficacité du traitement des cibles des missiles en Ukraine. Indépendamment de ceci, nous pouvons peut-être courir le risque par soucis d'efficacité ou d'efficacités, que l'art de la guerre puisse être traité de manière automatique par des intelligences subtiles et rapides. En cette période où la technologie foudroie les hommes, peut-on même envisager que par Chat GPT, nous puissions envisager des scénarios de défense et d'agression ? La question mérite d'être étudiée et comprise par les décideurs afin de pouvoir davantage anticiper ces progrès.

In fine, l'Europe de la défense reste un chantier en construction qui nécessite de prendre du recul sur la protection américaine, cette dernière mettant en avant d'autres priorités telle que sa défense face à la Chine. En pleine remise en question avec la guerre en Ukraine, la défense européenne et son armement doivent être efficaces et collectifs, afin de pouvoir relever les enjeux du futur proche tel que l'avènement des intelligences artificielles.

Romane Vitalis, *Chargée de mission CEPS*